

NORVÈGE :

l'essor étonnant du mouvement contre les armes nucléaires

par Jon GREPSTAD

DEPUIS l'automne 1979, la Norvège a vu se développer un mouvement pour le désarmement nucléaire qui grandit très rapidement. Dès octobre 1979, une campagne spontanée, « Non aux armes nucléaires », a été lancée contre les projets d'implantation des Pershing-2 et des missiles de croisière, et contre le déploiement des missiles soviétiques SS-20. Un sondage indiquait alors que 44 % de la population était contre les nouveaux missiles et 37 % pour.

Au printemps 1980, les femmes des pays nordiques lancèrent la campagne « Femmes pour la Paix » et firent signer une pétition sur trois thèmes : « Le désarmement pour une paix mondiale durable. — Des milliards pour nourrir le monde, par pour les armes. — Non à la guerre ». Cinq cent mille signatures furent déposées lors de la Conférence des Nations Unies sur les Femmes, à Copenhague, en juillet 1980.

A l'automne, le débat tourna autour des bases prévues en Norvège pour le matériel militaire lourd

des USA. Pour les opposants, ces bases s'intègrent à une « stratégie de l'avant », en lien avec des doctrines nucléaires ; elles augmentent donc la tension dans le Nord. A l'automne 1980 fut également créé un comité spécial d'information sur les questions de défense.

Pendant ce temps, la campagne « Non aux armes nucléaires » (1) élargissait sa plateforme pour devenir un mouvement populaire de masse contre toutes les armes nucléaires en général. Cette campagne, qui a maintenant trois cents groupes locaux dans tout le pays, ne cesse de grandir. Son programme d'action comporte trois objectifs :

- démantèlement progressif des armes nucléaires de l'Est et de l'Ouest,
- pas d'armes nucléaires en Norvège, en temps de guerre comme en temps de paix,
- création d'une zone dénucléarisée dans les pays du Nord.

(1) Nei til atomvapen : Helgesensgt. 50 — OSLO 5.

Pour une zone nucléarisée dans le Nord.

Les derniers mois ont été dominés par le débat sur une zone dénucléarisée dans les pays nordiques (2), débat dont l'intensité n'aurait pu être envisagée il y a seulement dix-huit mois.

L'attitude traditionnelle des responsables politiques et militaires norvégiens sur cette question est d'affirmer qu'une zone dénucléarisée existe déjà **de facto**. Depuis vingt ans, chaque fois qu'on a reproposé cette idée, les autorités l'ont écartée en faisant valoir que, en temps de paix, aucune arme nucléaire n'est déployée dans cette région ; elles ne veulent pas tenir compte du fait que, en temps de guerre, les plans alliés prévoient que ces armes puissent être utilisées depuis le territoire norvégien et que des exercices ont lieu sur ce thème.

Le Mouvement « Non aux armes nucléaires », inspiré par l'excellent manifeste de la campagne E.N.D. (European nuclear disarmament), essaie de trouver comment la Norvège pourrait contribuer à l'objectif d'une Europe dénucléarisée. Mais le débat récent a été relancé par un ancien ministre du parti travailliste. Parlant le 8 octobre 1980 devant le Congrès de la Fédération norvégienne des Travailleurs de la Chimie, M. Jens Evensen, ambassadeur et ancien ministre, a proposé qu'une zone nordique dénucléarisée constitue une étape vers une zone européenne plus grande. En raison des fonctions qu'il occupait à l'époque (haut fonctionnaire au ministère des Affaires étrangères), cette proposition a suscité un débat d'une intensité extraordinaire. Deux mois plus tard, le bureau national du parti travailliste recommanda que la proposition

soit incluse dans le programme du parti. Le 3 avril 1981, le Congrès du même parti adopta le texte suivant : « La Norvège travaillera à l'établissement d'une zone dénucléarisée dans la région nordique, comme participation aux efforts qui sont faits pour réduire les armes nucléaires dans un contexte européen plus large ». C'est une déclaration ambiguë, sur deux points : le concept géographique de « région nordique » n'est pas défini ; et il n'est pas précisé si la création de cette zone dénucléarisée presuppose ou non des réductions en armes nucléaires ailleurs en Europe. Il y a deux raisons à cette ambiguïté : d'une part, c'est une proposition toute nouvelle, qui doit donc être élaborée plus complètement en coopération avec les autres pays du Nord ; d'autre part, il y a dans le parti travailliste des vues différentes qui s'opposent à ce sujet.

La proposition d'une zone nordique dénucléarisée a été adoptée au printemps 1981 par plusieurs partis politiques, mais fortement critiquée par les conservateurs qui y voient, à tort, une mesure unilatérale. Le 18 mai 1981, les partis sociaux-démocrates des pays nordiques se sont mis d'accord pour travailler à l'établissement d'une zone nordique dénucléarisée. Fin mai, cette question a également été soulevée lors d'une réunion des chefs de gouvernement de ces pays. D'après la presse, il semble qu'il y ait pour le moment des vues assez différentes sur la signification et sur les modalités pratiques de la création d'une telle zone. Il n'y a néanmoins aucun doute qu'un processus a été lancé. Maintenant, c'est la force des mouvements populaires dans les pays en question qui permettra que la proposition avance, devenant réaliste et faisable.

C'est également en mai 1981 que la proposition a reçu un de ses soutiens essentiels, celui des syndicats norvégiens. Le 8 mai, leur congrès national votait par cent cinquante-six voix contre cent vingt-neuf un amendement à une motion un peu vague présentée par la direction. Par cet amendement le

(2) Les « Pays nordiques » sont la Norvège, le Danemark, la Suède, la Finlande, l'Islande, les îles Féroé et le Groenland. Mais le débat sur une zone dénucléarisée porte en général sur les quatre premiers seulement.

mouvement syndical décidait d'agir en faveur d'une dénucléarisation des pays nordiques et demandait au Parlement de voter que les armes nucléaires ne pourraient jamais être utilisées à partir du territoire norvégien. L'amendement ne faisait en fait que reprendre mot pour mot un passage d'une pétition diffusée depuis avril par le mouvement « Non aux armes nucléaires » !

La bataille des euro-missiles.

En octobre 1979, le mouvement « Non aux armes nucléaires » était né spontanément pour faire campagne contre les projets concernant les Pershing-2 et les Cruise et contre la production et le déploiement des SS-20 soviétiques. Bien que le mouvement ait perdu la bataille de Bruxelles (puisque le gouvernement norvégien a soutenu la décision du 12 décembre), il a gagné celle de l'opinion publique. Un sondage d'août 1981 montre que 71 % des Norvégiens sont opposés au déploiement des Cruise et des Pershing-2 (21 % y sont favorables) (3). Sur les vingt conseils régionaux du parti travailliste, onze ont voté des résolutions contre les projets de l'OTAN, tandis qu'un seul votait une résolution soutenant la position du gouvernement. Les organisations de jeunesse de tous les partis (sauf les jeunes conservateurs) et les sept grandes fédérations syn-

dicales ont exprimé leur protestation. Même dans les partis soutenant les plans de l'OTAN, de fortes minorités se sont exprimées contre la décision sur les euro-missiles.

Conclusion.

Les forces de désarmement se renforcent constamment et semblent devenir un vrai mouvement populaire. Des initiatives surgissent de partout : organisations de jeunesse, mouvements de femmes, partis politiques... Une « Campagne des enfants pour la paix » vient de se lancer.

Il y a aussi des individus qui lancent des initiatives. La Marche de la Paix de Copenhague à Paris a été lancée par trois femmes : Wenche Sorang, Rachel Pedersen et Eva Nordland. Une autre femme, Birgit Dybdal, a lancé en 1980 un badge pour une Europe dénucléarisée qui s'est répandu dans tout le pays. L'ombre de la bombe a libéré la créativité et l'initiative.

Plusieurs représentants éminents des Eglises ont déclaré que les organisations chrétiennes devraient jouer un rôle plus actif dans le travail pour le désarmement. En octobre 1981 s'est tenue une conférence sur le thème de la responsabilité de l'Eglise. Cet intérêt est de bon augure pour l'avenir.

(3) Le même sondage indique aussi que 74 % des Norvégiens (contre 17 %) sont contre l'utilisation d'armes nucléaires, même en temps de guerre, à partir du sol de leur pays.